

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

5 JUL. 2011

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 61 51
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2010 imposant à Maître NOIRAIX-PEY, liquidateur judiciaire de la société S.T.E.T., des prescriptions complémentaires dans le cadre de la cessation définitive des activités de l'établissement anciennement exploité par la société précitée ZI de la Reclaine à THIZY ;

VU le rapport complémentaire relatif au diagnostic environnemental de l'ancien site S.T.E.T à THIZY, transmis le 7 février 2011 par Maître NOIRAIX-PEY ;

VU le plan d'implantation des piézomètres transmis par le bureau d'études SOCOTEC INDUSTRIES le 7 avril 2011, corrigé le 19 avril 2011 à la demande de l'inspection des installations classées ;

VU le rapport du 1er juillet 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2010 susvisé a imposé au liquidateur judiciaire de la société S.T.E.T. :

les mesures nécessaires à la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit et à proximité du site, les premiers résultats d'analyses devant être transmis sous deux mois,

..J..

- la réalisation d'un diagnostic approfondi et d'une caractérisation de l'état des milieux en vue d'identifier l'impact de la pollution actuelle sur les différents milieux, ces deux études devant être transmises à l'inspection des installations classées sous trois mois;
- la réalisation d'un plan de gestion proposant les mesures nécessaires pour la réhabilitation du site compte tenu de son usage futur, devant être communiqué à l'inspection des installations classées sous quatre mois ;

CONSIDERANT que, à ce jour, Maître NOIRAIX-PEY, liquidateur judiciaire de la société S.T.E.T. n'a transmis à l'inspection des installations classées que le plan d'implantation des piézomètres nécessaires à la surveillance de la qualité des eaux souterraines (paragraphe 2.1 de l'article 2 de l'arrêté du 24 décembre 2010) ;

CONSIDERANT donc que Maître NOIRAIX-PEY, liquidateur judiciaire de la société S.T.E.T. ne respecte pas l'ensemble des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2010 précité ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement, d'inviter le liquidateur judiciaire à respecter l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2010 visé ci-dessus ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Maître Martine NOIRAIX-PEY, liquidateur judiciaire de la société S.T.E.T. ZI de la Reclaine à THIZY, est mise en demeure de respecter l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2010 susvisé, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

J..

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de THIZY,
- à l'exploitant,

Lyon, le 5 JUL. 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale Adjointe

Maria-Thérèse DELAUNAY

